

APRES LES ELECTIONS LEGISLATIVES

Le résultat des élections législatives, et la campagne qui les a précédées, ont sensiblement modifié la situation politique. Tandis que l'Union de la gauche dans son ensemble, et PS et PCF chacun de leur côté, perdaient une bonne partie de leur crédibilité, la droite profitait plutôt de la défaite de ses adversaires, qu'elle ne remportait une véritable victoire.

Par ailleurs, dans ces conditions où l'affrontement paraissait plus que jamais circonscrit entre les deux grandes coalitions parlementaires, des courants politiques qui les rejettent l'une et l'autre, et traduisent de manières diverses l'aspiration à un changement de société en profondeur, ont pu maintenir leur présence, alors que la situation semblait la plus difficile pour eux. Pour la première fois, les marxistes-léninistes ont abordé le terrain électoral en présentant des candidats. Au terme de cette période, si la situation de Giscard a pu sembler quelque peu confortée, la situation politique générale est en fait celle de difficultés plus grandes encore pour la bourgeoisie.

MARS 78 : des mois durant, cette échéance a pesé comme un couvercle sur le développement de la lutte des classes. Deux facteurs se conjuguèrent dans ce sens. D'une part, l'action effective des partis de gauche qui, à la tête des deux principales confédérations, CGT et CFDT, s'attachaient à disperser, à étouffer les luttes naissantes ici et là, de manière à se présenter dans la dernière ligne droite de la campagne dans une situation de «paix sociale», de nature à rassurer l'électorat flottant des couches moyennes. D'autre part, le faux espoir entretenu parmi les travailleurs sur la capacité d'une gauche victorieuse à satisfaire un certain nombre d'aspirations ouvrières.

Certes, sur ce terrain, il faut bien distinguer les limites des capacités d'illusion du PS et du PCF, dès cette époque. Depuis 1968, une méfiance était née parmi une frange de travailleurs et de militants syndicalistes à l'égard des partis de gauche ; méfiance qui s'élargissait à de nouvelles couches au fur et à mesure que des travailleurs plus nombreux faisaient, à l'occasion des luttes, l'expérience du sabotage ou de la manipulation de leur combat de classe à des fins qui lui étaient étrangères. La signature du Programme commun, loin de mettre un terme à ce courant, avait au contraire contribué à le porter sur un terrain plus directement politique : que valait le projet — ou plutôt, quant au fond, les projets contradictoires

— inscrits dans le programme de la coalition qui se posait ainsi en candidate au pouvoir ? Nombre de travailleurs, amenés à s'interroger sur ce point, découvriraient plus ou moins nettement à quel point il était éloigné de leurs aspirations.

Du côté du PCF, la réalité repoussante de l'URSS et des pays de l'Est, de plus en plus largement connue, alimentait les interrogations sur les objectifs poursuivis par Marchais. Cependant, subsistait intacte la méfiance, combien justifiée, vis-à-vis d'un PS mal débarbouillé de son histoire social-démocrate. En même temps, dans une série de luttes, apparaissaient les aspirations des travailleurs à disposer du pouvoir réel sur les décisions concernant leurs conditions de vie et de travail : questions de l'emploi «au pays», de la sécurité du travail, des rapports hiérarchiques, remise en cause des travaux répétitifs, de la destruction de l'environnement, de la centralisation bureaucratique, etc. Toutes questions auxquelles, malgré les efforts du PS, puis, sur le tard, du PCF, pour se montrer les forces capables d'y apporter une solution («changer la vie», «vivre enfin»), il apparaissait assez nettement que l'arrivée de la gauche au pouvoir n'était pas en mesure d'apporter de véritables réponses.

La dernière phase de la préparation des élections législatives allait voir, en même temps qu'une mise sous le boisseau apparente et provisoire de ces contradictions entre le mouvement populaire et les partis de gauche, l'apparition de conditions politiques nouvelles pour le développement de ces brèches déjà existantes. La polémique commencée au lendemain des élections municipales, la rupture de septembre, l'accord in extremis du 13 mars et l'échec électoral de la gauche ont été, avec le désenchantement vis-à-vis de la gauche qu'elles ont entraîné, les différents moments de cette histoire.

QUI CROIRA ENCORE A L'UNION DE LA GAUCHE ?

Depuis 1963, le PCF avait fait de la signature d'un programme commun avec le PS, d'une victoire électorale remportée sur cette base, et de son arrivée au gouvernement dans ce contexte, l'axe de sa tactique. En 1972, la signature du Programme commun avec le PS et les radicaux de gauche avait commencé à rendre palpable cette possibilité, et à alimenter des espoirs pour nombre de travailleurs. Après le plan Barre, en octobre 76, et la nette victoire de la gauche aux élections municipales en 77, la réalisation de cet objectif paraissait à portée de la main. Depuis, chacun a eu les moyens de se convaincre que l'échec finalement subi ne devait rien au hasard, mais était inscrit dans la nature même de la coalition formée il y a six ans. Ce que le Programme commun portait comme illusion, c'était la capacité du PCF et du PS à réaliser une véritable unité, sur la base d'objectifs qui leur auraient été réellement communs. Ce que l'histoire a démontré, c'est la divergence profonde, les calculs politiques antagoniques, qui se cachaient derrière l'unité apparente.

Lorsque, après les élections municipales, le parti de Marchais commence à lancer sa campagne anti-PS pour la «réactualisation» du Programme, l'objectif poursuivi est évidemment de «rééquilibrer» la gauche aux dépens de Mitterrand. Celui-ci, fort de la stature de leader de toute la gauche qu'il a acquise - avec la participation du PCF - lors des élections présidentielles de 74, se voit en effet alors en position de dominer largement son partenaire sur le plan électoral. Des dirigeants du PS ne cachent même pas, en privé, leur ambition de parvenir à prendre des sièges au PCF, et d'avoir, avec une majorité de gauche au parlement, une représentation réduite du PCF, même par rapport à ce qu'elle était dans l'assemblée précédente. Ajoutons que la possibilité existe pour le PS une fois au pouvoir, de profiter de sa position de parti-charnière pour

se débarrasser, quand il le jugera utile, de son encombrant allié.

C'est à cette situation que Marchais veut mettre un terme en faisant apparaître la fragilité de l'ancrage à gauche du PS, en effectuant la démonstration de sa persistance dans son être social-démocrate, afin de détourner de lui les votes ouvriers qu'il espère capter plus largement à son profit. Des mois durant, la démonstration sera ainsi faite que les objectifs du PS et du PCF sont, en réalité, contradictoires : en provoquant la rupture, en faisant traîner jusqu'à l'extrême limite la reprise des négociations, le PCF s'est chargé de l'effectuer. En effet, quand deux formations politiques se déchirent de la sorte, c'est forcément qu'elles ne sont pas, quant au fond, d'accord sur les objectifs.

L'accord du 13 mars, plutôt que la solution de ces problèmes, est au contraire apparu comme une tentative bien maladroite pour les masquer l'espace d'une semaine. Quoi, des mois durant, sur la question des nationalisations, sur celle des ministères, sur celle des PDG des entreprises nationalisables, sur tout ce qui était décrit comme faisant le fond du programme commun, les contradictions n'avaient cessé de s'étaler au grand jour ; et en l'espace de 24 heures, toutes ces questions se trouvaient escamotées. Simple catalogue de revendications qu'elles accepteraient de satisfaire, l'accord conclu au soir du premier tour entre les formations signataires du programme commun se contentait de fixer le terme du 19 mars pour la définition, après coup, d'un nouveau programme de gouvernement ! Personne ne pouvait croire que, même en cas de victoire de la gauche, cet accord verrait le jour. Incertitude et désunion, tel était le visage que la gauche s'appropriait à donner au cas où elle l'aurait emporté. Le seul facteur qui déterminait la reconstitution temporaire de son unité, c'était celui qui avait, en fait, déterminé la signature du programme de 1972 : l'impossibilité pour les deux partenaires de parvenir au pouvoir et, dans un premier temps, de gouverner sans l'autre, quelles que soient les oppositions fondamentales qu'ils avaient entre eux. La défaite, déjà probable au soir

du 12 mars, était désormais assurée. Sa confirmation, le dimanche suivant, allait faire voler en éclats la fiction d'unité politique sur laquelle la gauche avait construit ses succès au cours des années précédentes. Le programme commun n'est pas prêt de revoir le jour, et tout nouvel accord politique entre les mêmes formations sera désormais, aux yeux des larges masses, suspect de n'être qu'un trompe l'œil. Tel est le premier résultat de la campagne électorale.

Des projets étrangers à la classe ouvrière

Le déroulement de la campagne électorale a été salutaire à un autre titre : non seulement il a fait voler en éclats la crédibilité de l'accord politique entre les partis de gauche, mais il les a amenés, chacun de leur côté, à souligner avec une belle pertinence tout ce qu'il y avait de profondément repoussant dans les visées réelles de l'autre.

Côté socialiste, d'abord. On aura vu, des mois durant, la direction du PS traîner les pieds pour accepter d'inscrire au programme d'un gouvernement de gauche la satisfaction de revendications aussi élémentaires que le SMIC à 2 400 F. On aura pu entendre Mitterrand, confronté à Barre à la télévision, reconnaître qu'il n'envisageait pas la possibilité de mettre un terme au chômage. On aura aussi vu le spectacle, au fur et à mesure que le pouvoir semblait se rapprocher, d'une pléiade de technocrates «experts» du PS plus soucieux d'harmoniser leurs relations avec le patronat que de répondre aux aspirations ouvrières. Le fameux colloque, en octobre 76, au cours duquel Mitterrand était confronté aux dirigeants du CNPF, en avait déjà apporté une preuve éclatante, qui n'a fait que se confirmer au fil des semaines et des mois. Cette réalité social-démocrate d'un PS mal rénové, le PCF, par sa propagande, a contribué à lui donner une publicité tout à fait positive : la classe ouvrière, jugeant sur pièces, s'est vu ainsi donnés tous les moyens de saisir que le PS lui était totalement étranger.

Inversement, le parti socialiste,

tout au long de cette période, a soulevé une question décisive concernant la nature des visées de Marchais : «capitalisme d'État», ont formulé ouvertement les dirigeants socialistes. La campagne du PCF, de fait, a contribué elle aussi à en faire la démonstration. Qu'on se souvienne : le jour de la fête de *L'Humanité*, en septembre 77, Marchais faisait croire que la principale divergence entre son parti et le PS portait sur le montant du SMIC. Quelques jours plus tard, le 22 septembre, devant tous les téléspectateurs, il indiquait qu'à condition d'avoir satisfaction sur les nationalisations, le PCF était prêt à toutes les concessions... donc à lâcher sur le montant du SMIC. Puis, au fil des semaines, on allait voir le PCF revenir avec insistance sur cette question, exiger que les PDG des entreprises nationalisées puissent être désignés par des instances qui lui étaient favorables, réclamer telle réforme du découpage des ministères qui lui aurait permis d'occuper plus de postes-clés. Le style même de la campagne menée, les terrains d'affrontement ainsi délimités, montraient assez clairement que l'objectif du PCF était bien de conquérir, d'emblée, le maximum de positions dans l'appareil d'État en place, tout en donnant une nouvelle extension à ses pouvoirs économiques : le projet capitaliste d'État était bien contenu dans ces orientations.

Certes, chemin faisant, Marchais a tenté, en même temps, de corriger tant soit peu son image de marque. C'est à cette tentative qu'appartient toute la propagande en faveur de «l'autogestion», du resserrement de la hiérarchie des salaires, de l'évolution vers une certaine «autonomie» régionale, etc. Il s'agissait, d'une part, de mordre sur certains militants, notamment syndicalistes, influencés les années auparavant par le discours du PS sur le thème «changer la vie» ; d'autre part, de reconstituer, à l'aide de la campagne sur le «parti des pauvres», l'image de parti ouvrier du PCF, entamée par le 22^e congrès, avec son ouverture aux cadres. Enfin, en liaison avec ce deuxième objectif, de capitaliser toute une série de voix qui, lors des scrutins précédents, s'étaient portés sur des formations d'extrême

gauche ou sur les écologistes. Les élections municipales, en particulier, avaient vu, dans une série de villes importantes, de telles listes atteindre des scores assez élevés pour inquiéter le PCF et le PS.

Finalement, l'objectif n'aura pas été réellement atteint : d'une part, le score du PCF, loin d'augmenter en pourcentage, a légèrement baissé. D'autre part, l'extrême gauche, globalement, a réussi à maintenir à peu près l'influence électorale acquise lors des élections de 1973, et les écologistes, là où ils ont présenté des listes, n'ont pas été laminés, malgré une baisse assez nette par rapport aux élections municipales. C'est que le PCF s'y est pris un peu trop tard, au regard de toute sa pratique passée, pour pouvoir prétendre représenter valablement des aspirations que, des années durant, il s'est attaché à nier ou à brider. D'autre part, malgré tous ses efforts, les projets qu'il avançait dans différents domaines visaient assez nettement, au delà de la coloration «de gauche» qu'il tentait de leur donner, à conforter ses visées capitalistes d'État. Ainsi, le projet concernant les régions, sous couvert d'augmenter leur «autonomie», revenait en fait à ménager le maximum de possibilités de pénétration dans leur fonctionnement pour l'appareil du PCF. Ainsi, le prétendu ralliement aux conseils d'atelier et toutes les mesures proposées pour la «gestion démocratique» des entreprises rebaptisée «autogestion» aboutissaient-ils également à lui ménager toute une série de pouvoirs, sans réellement donner aux travailleurs concernés la capacité de décider. Ces trompe-l'œil assez hâtivement mis en place dans la foulée de la polémique avec le PS n'ont pas suffi à faire passer le PCF pour ce qu'il n'est pas.

Des directions syndicales gravement compromises

Dans leur querelle, les deux partis de gauche, en vue de prendre le dessus sur leur partenaire, ont mis en œuvre tous les moyens qui se trouvaient à leur disposition. En particulier, les deux confédérations, CGT et CFDT, se

sont trouvées transformées en champs de manœuvre de la lutte pour le pouvoir. D'une part, chacun des deux partis a tenté au maximum d'utiliser l'influence sur les travailleurs de la centrale qu'il domine politiquement. D'autre part, chacun a essayé d'affaiblir les positions de l'adversaire en s'infiltrant dans l'autre confédération et en y alimentant la contestation sur des bases favorables à sa politique.

Du côté de la CGT, dès le lendemain de la rupture de septembre, une série de délégations se rendaient au siège du PS pour faire pression. Histoire de démontrer le degré d'indépendance syndicale que représentait cette initiative, c'est le secrétariat du PCF (et non la direction CGT, bien que les délégations se soient faites au nom du syndicat) qui mettait fin à cette pratique par un communiqué à la première page de *L'Humanité*. Puis ce furent les prises de position interprétant l'extension des nationalisations prévues par le programme commun de la même manière que le PCF ; ensuite, après «des rencontres avec les partis de gauche», les «convergences constatées» avec le PCF, et les «divergences» avec le Parti socialiste. En même temps, dans une réunion publique, Séguy coiffait la casquette de membre du BP du PCF pour appeler à voter pour ce parti. La ficelle était trop grosse pour que chacun ne comprenne pas, surtout après les épisodes précédents, que c'était en fait le secrétaire général de la CGT qui tentait de mettre le poids de sa centrale dans la bataille électorale. N'allait-il pas, quelques jours plus tard, évoquer une soi-disant «mise en accord des choix politiques avec les choix syndicaux», parfaitement contradictoire avec les statuts de la CGT ?

Naturellement, le Parti socialiste allait tenter de riposter en faisant donner au maximum les quelques hommes que le PCF lui a concédés dans l'appareil du syndicat. Plusieurs communiqués allaient être publiés dans ce sens. Un certain nombre de syndicalistes, voire de sections syndicales exprimaient également leur désapprobation. Et la manière dont la direction confédérale, par ailleurs, a tenté de faire la démonstration de l'unité des syndi-

Après les élections législatives

qués autour de ses positions n'a rien de non plus de vraiment convaincant : les circulaires envoyées aux organismes de base, et qui affirmaient dans un texte préparé à l'avance, où seul le nom de l'organisation restait en blanc, l'accord des syndiqués avec les choix confédéraux étaient une manipulation des plus grossières.

Du côté de la CFDT : depuis le 37^e congrès, les éléments dominants dans la direction, globalement favorables à la majorité du Parti socialiste, avaient entrepris une «normalisation» qui s'est accélérée à l'approche des élections, avec la perspective d'avoir à soutenir d'éventuels affrontements avec la CGT dans l'hypothèse d'un gouvernement de gauche. La tentative de rapprochement avec la FEN et FO, proposée au début 78 dans le rapport Moreau, visait notamment à mettre sur pied un bloc syndical pro-PS. Sans s'engager aussi ouvertement derrière le PS que la CGT le faisait derrière le PCF, Maire ne manquait pas une occasion de se démarquer du PCF, tout en appelant, contrairement à 1973, à voter pour les partis du programme commun. Ce qui, par élimination, comportait une leçon assez évidente.

Cependant, les obstacles à cet engagement étaient plus nombreux au sein de cette confédération. D'une part, les acquis accumulés par toute une série de syndicalistes au cours des luttes, allaient la contraindre, dans la définition de sa plateforme, à prévoir une série de structures qui pouvaient constituer dans les entreprises des lieux d'expression pour les travailleurs. D'autre part, l'offensive du PCF, amorcée sur la base de son prétendu ralliement à «l'autogestion», rencontrait un certain écho auprès de cadres proches du PSU ou du CERES, ces deux tendances se montrant sensibles, sur le terrain politique, aux avances de Marchais. Ainsi, tout en s'engageant derrière le PCF autant qu'elle pouvait le faire, la direction CFDT voyait se créer une situation qui risquait de devenir «ingouvernable».

Perte globale de crédibilité pour l'Union de la gauche, éclaircissement public de la nature des projets de chacun des partis qui la composaient, grave compromission des directions syndicales,

qui leur sont liées, avec la perte de confiance qui en résulte, et qui s'est vérifiée le 1^{er} mai par la minceur des cortèges syndicaux, certainement pas attribuable à la démobilisation ouvrière, comme l'a prouvé immédiatement après le développement des luttes. Tel est donc, d'un côté, le bilan de cette campagne électorale.

A DROITE, RIEN DE NOUVEAU

Giscard et Barre, que l'on pouvait croire condamnés il y a un an, se retrouvent miraculeusement à la même place, menant la même politique, et l'aggravant même dans ses aspects les plus ouvertement anti-populaires à l'intérieur et néo-colonialistes à l'extérieur. Pour autant, peut-on dire que la droite a gagné véritablement à ces élections, et qu'elle a résolu ses problèmes ?

Il faudrait, pour cela, pouvoir dire que la fraction au pouvoir de la bourgeoisie est parvenue à dégager un projet susceptible de lui gagner tant soit peu une adhésion populaire. Or, Barre a beau répéter sur tous les tons que *«les Français l'ont compris»*, le gouvernement se trouve chaque jour un peu plus isolé. L'augmentation en flèche des prix, sous le règne du prétendu champion de la lutte contre l'inflation, la montée permanente du chômage, le mépris affiché à l'égard des revendications ouvrières, et la répression des luttes comme des manifestations politiques, tout cela, joint aux expéditions militaires et aux coups d'État en Afrique, vient encore diminuer la confiance dans le pouvoir en place.

Y avait-il, d'ailleurs, tellement d'illusions, que ce seraient elles qui auraient permis à la droite de l'emporter en mars dernier ? Ce n'est pas le pâle «programme de Blois», complètement vide en matière de réformes comme du point de vue du projet de société, qui pouvait en susciter. Non, quand Giscard a défini «le bon choix», d'une manière assez habile pour, peut-être, peser quelque peu sur le résultat des élec-

tions, il n'a pu le faire que négativement, sur le thème : avec nous, ce n'est pas fameux, mais avec les autres, cela risquerait d'être encore pire. Aussi, malgré son amplification par le système du scrutin à deux tours, la victoire de la droite n'a rien eu d'un raz-de-marée, mais plutôt tout d'un sauvetage in extremis : plus que de sa propre crédibilité, elle est le fruit de la défaite de ses adversaires de gauche.

Reste la question du «pluralisme» majoritaire. Giscard, dans le cours de la campagne, a obtenu deux résultats : d'une part, un certain regroupement des forces non gaullistes autour de sa personne, qui a abouti à la stabilisation parlementaire, au moins pour un temps, de l'UDF. D'autre part, de la part du RPR, une mise en sourdine de ses attaques, permettant que la «majorité» profite d'autant mieux des divisions de la gauche qu'elle présentait, temporairement et en apparence, un visage uni. Mais dès cette période, les choix contradictoires qui animaient les deux principaux courants de la «majorité» et qui, aujourd'hui, refont surface avec une nouvelle vigueur, étaient restés apparents : du côté de Giscard, maintien de l'idée d'«ouverture», visant à terme la constitution d'une nouvelle majorité socialo-centriste : dans son discours de Verdun/Doubs, le président de la République se contentait d'en repousser l'échéance après la victoire de la majorité actuelle aux législatives. De l'autre côté, le RPR, par la voix de son président, continuait à envisager surtout d'être un «recours» en cas de victoire de la gauche.

Cependant, les résultats électoraux n'ont pas permis que se mettent en œuvre rapidement, malgré une certaine érosion du RPR, les projets socialo-centristes de Giscard : les 113 députés PS, mis bout à bout avec les 123 UDF, sont assez loin de constituer une majorité (il faudrait être au moins 246 au total) ; aussi, la période est-elle maintenant aux tentatives pour grignoter le RPR, qui n'a pas fini de se défendre comme un beau diable. Si la campagne et les résultats électoraux ont considérablement aggravé les divisions de la gauche, ils sont loin d'avoir résolu les difficultés de la droite.

DU COTE DES «AUTRES»

Alors la bi-polarisation semblait favorisée au maximum par les conditions dans lesquelles se déroulaient les élections, qui devaient essentiellement trancher sur laquelle des deux grandes coalitions l'emporterait, certains pouvaient penser que l'extrême-gauche et les écologistes allaient se trouver laminés. Nombre de sondages n'accordaient que 2 % des suffrages à la première. Cette situation aurait pu se trouver aggravée par la dispersion des candidats d'extrême-gauche, qui faisaient dans nombre de cas apparaître trois ou quatre candidats de formations différentes dans la même circonscription. Or, finalement, l'extrême-gauche, PSU compris a remporté environ 3,5 % des voix à l'échelle nationale, et les écologistes, là où ils se sont présentés, atteignaient souvent les 5 %. Il faudrait encore prendre en compte les candidatures régionalistes, ou celles qui apparaissent comme féministes (quelle que soit par ailleurs l'appréciation que peuvent porter sur ces derniers nombre de groupes femmes.)

En tout cas, le premier tour a permis de manifester la persistance d'un courant politique qui ne se reconnaît ni dans le maintien du pouvoir en place, ni dans les prétendus changements proposés par la gauche, et qui aspire, de manière diverse, à des changements de société beaucoup plus profonds.

Le deuxième tour, bien que peu d'observateurs politiques l'aient remarqué, est venu de plus apporter la preuve que ce rejet était dans nombre de cas assez cohérent pour conduire à un refus de choisir entre les deux grandes coalitions. En effet, la «gauche» telle que Marchais et Mitterrand en comptabilisaient les suffrages au lendemain du premier tour, a perdu un certain nombre de voix entre le 12 et le 19 mars. Certes, la question des reports de voix entre PS et PCF se pose : si 96 % des voix du PCF se sont portées sur le PS, il n'en est pas allé de même en sens inverse, et il est même probable que certains électeurs socialistes ont préféré voter

à droite au deuxième tour. Mais cela ne suffit cependant pas à tout expliquer. En particulier, cela ne règle pas le sort des voix d'extrême gauche, comptabilisées avec «la gauche» au soir du 12 mars, ni celui des voix écologistes, féministes ou régionalistes, dont nombre de candidats ont refusé tout désistement entre les deux tours. Compte-tenu que, pour la plupart, leur report à droite est fort invraisemblable, on peut se demander où elles sont passées. Il faut alors prendre en compte la question des abstentions : en toute probabilité, celles du deuxième tour ne sont pas intégralement celles du premier. Il y a fort à parier que, tandis que des abstentionnistes du premier tour venaient renforcer la droite au deuxième (comme cela s'était vérifié auparavant dans plusieurs élections partielles), des électeurs d'extrême-gauche, ou écologistes, etc. préféraient s'abstenir plutôt que d'avoir à choisir entre deux solutions qui n'avaient ni l'une ni l'autre leur sympathie.

Les marxistes-léninistes dans la campagne

C'est la première fois depuis leur apparition en France dans la lutte contre le révisionnisme que les marxistes-léninistes, en mars dernier, présentaient des candidats aux élections. Ce facteur a certainement pesé sur les résultats modestes qui ont été les nôtres, et il l'a fait doubler. D'une part, parce que nous n'étions pas connus sur ce terrain, d'autre part, parce que nous n'avions aucune expérience de ce genre de travail. Cependant, si l'on projette sur l'ensemble des circonscriptions les résultats obtenus là où nous avons présenté des candidats, on obtient un total d'environ 100 000 voix, ce qui est loin d'être négligeable. De bout en bout, le souci de notre parti a été en effet de préparer sans semer d'illusions la situation politique post-électorale. Le fait que nous ayons pu le faire dans le cadre de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne, avec les camarades du PCMLF est évidemment un des traits positifs de cette campagne.

Sans se prononcer sur l'issue des élections législatives, notre

Parti estimait en effet que l'année 1978 pouvait comporter un double danger : avec la possibilité d'une victoire de l'Union de la gauche, c'était en même temps le risque de voir le PCF, une fois introduit dans l'appareil d'État, tenter de s'en emparer en totalité, et celui de voir la fraction chiraquienne de la bourgeoisie risquer en mettant en place une «démocratie musclée», de type largement fascisant. Il s'en suivait la nécessité de faire toute la lumière sur les visées de Marchais, et en même temps, de commencer à rassembler tous ceux qui étaient désireux de se démarquer effectivement des projets de la «gauche» et de lutter pour une véritable démocratie socialiste. De plus, l'élargissement de notre travail, impliqué par le deuxième objectif, pouvait servir en cas de victoire de la droite et de développement des luttes, à jeter les bases d'un rassemblement qui serait aussi nécessaire. Rassembler le plus largement possible, sur la base d'une démarcation politique claire : tel était donc notre double but.

La démarcation, c'est par le contenu de la propagande effectuée pendant la période électorale que nous l'avons faite. La plateforme de l'UOPDP définissait clairement les deux dangers de 1978, montrait la nécessité de lutter pour un véritable socialisme. Tandis que certains groupes, notamment trotskystes, se réfugiaient dans une campagne apolitique ou préparaient ouvertement dès le premier tour leur ralliement à l'Union de la gauche, en se contentant d'une surenchère sur les détails, nous nous sommes attachés à fournir toutes les explications politiques nécessaires.

Nous avons appelé à lutter contre la fraction en place de la bourgeoisie ; nous avons en même temps souligné combien la division, désormais apparente, de l'Union de la gauche, était profondément inscrite dans la nature même des deux partis qui la composaient. Nous nous sommes attachés à souligner le caractère irrémédiablement social-démocrate du PS, en même temps que nous faisons largement connaître le caractère capitaliste bureaucratique d'État du projet du PCF. Sur cette dernière question, nous avons mené une polémique qui

Après les élections législatives

mettait à nu jusque dans ses propositions les plus démagogiques la propagande de Marchais : qu'il s'agisse de sa prétendue autogestion ou de son projet de «régionalisation» par exemple.

Cet effort de propagande conduit sur tous les terrains, a été l'occasion d'une avancée politique sérieuse : dans notre presse, éclaircissement beaucoup plus net du projet du PCF, et définition plus adéquate des instruments de propagande contre lui. Mais aussi, dans toutes les interventions qui ont été les nôtres, et qui se sont multipliées au cours de la période, les militants marxistes-léninistes et ceux qu'ils avaient regroupés autour d'eux, ont pu apprendre à se confronter directement avec les points de vue révisionnistes, à les combattre pied à pied au cours de multiples interventions et réunions publiques ou dans les réunions publiques organisées par d'autres. Grâce à un effort considérable de tous, le point de vue des marxistes léninistes a ainsi connu une diffusion d'une ampleur sans précédent. De nombreux travailleurs ont pu, à cette occasion, juger de la rigueur politique et de la fermeté de classe de nos positions.

En même temps, l'initiative de constitution de l'UOPDP, à l'occasion de cette campagne électorale, a permis que la clarté politique ne soit pas payée du prix d'un repli sectaire ; au contraire. En effet, les comités qui se sont créés à l'occasion de ces élections ont permis d'emblée d'associer au travail toute une série de personnes déjà plus ou moins proches des marxistes-léninistes, et qui y ont trouvé un cadre pour agir à leurs côtés. Chemin faisant, dans nombre de cas, le nombre de militants des comités a pu s'élever dans le cours de la campagne, au fur et à mesure que de nouveaux contacts étaient pris dans le travail de propagande.

Enfin, le but politique même que se fixait l'UOPDP : rassembler les combats de tous ceux qui se démarquent concrètement du pouvoir en place comme de la prétendue gauche, a favorisé le développement d'une pratique nouvelle : avec les militants écologis-

tes, avec les groupes femmes, avec certains collectifs de radios libres, avec de nombreux syndicalistes, nous avons pu engager le débat beaucoup plus largement que nous ne l'avions jamais fait. En indiquant clairement que, pour nous, la classe ouvrière était nécessairement au cœur de tout changement réel de société, auquel ces camarades aspirent à divers titres, nous avons en même temps commencé à faire pratiquement la démonstration que notre pratique n'était pas celle d'une soumission par des moyens occultes des mouvements existants à des objectifs qui ne sont pas les leurs, mais au contraire, celle d'une avancée politique faite à visage découvert, et prenant pleinement en compte tout ce que les courants de lutte existants peuvent apporter à la révolution dans notre pays par leur pratique et par le début de théorisation qu'ils en effectuent d'eux mêmes.

Entre les deux tours des élections, alors que la victoire de la droite apparaissait déjà comme probable, nous avons pu ainsi proposer le développement d'une unité de combat autour d'objectifs communs :

«1) Le soutien systématique et réciproque de toutes les luttes ouvrières, paysannes, populaires qui se déclencheront indépendamment du contrôle des forces bourgeoises quelles qu'elles soient et leur popularisation ;
2) La coordination des mouvements de lutte menés sur des objectifs propres indépendamment de l'appartenance syndicale principale. La dénonciation de toute tentative de répression, exclusion, intimidation des syndicalistes de lutte de classe de la part des forces réformistes ou révisionnistes ;
3) Le soutien actif aux luttes des travailleurs immigrés contre les

mesures racistes, la discrimination, les brimades, la dénonciation des facteurs de guerre, le soutien à la lutte des peuples du Tiers-Monde contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme ;
4) La tenue d'assemblées populaires regroupant toutes les composantes du rassemblement, permettant la rencontre des différents secteurs de lutte et préparant les mobilisations communes, l'échange d'informations, de bilans, d'expérience, l'appui mutuel de toutes les organisations de masse, groupes, collectifs, revendiquant l'autonomie de leurs luttes contre la bourgeoisie et la réunion régulière commune de leurs représentants.»*

Ainsi, dès la période électorale, nous avons préparé les conditions politiques pour mener de façon conséquente les luttes de l'après-mars, dont les grèves du mois de juin ont été une première démonstration.

Affaiblissement considérable de l'Union de la gauche, de ses deux composantes et de leur capacité d'illusion ; maintien de la crise de la droite ; persistance d'un courant refusant l'alternative qui était proposée par les dernières élections ; consolidation politique et élargissement du travail des marxistes-léninistes : tel est le bilan général que l'on peut tirer de la dernière campagne électorale. Ainsi se sont rassemblées les conditions pour que les luttes, qui ont commencé ces dernières semaines à prendre un nouvel essor, puissent permettre une avancée importante vers la politique révolutionnaire pour de nombreux travailleurs. C'est désormais dans ce sens que nous allons devoir travailler. ■

*Max Cluzot, à Nantes, le 17 mars